

APRÈS LA MORT DE DEUX OUVRIERS À BARDO

Que de bavures !

Si le déplacement des habitants de Bardo, ce quartier mythique de la ville des Ponts, continue de défrayer la chronique à Constantine en raison de la gestion chaotique de l'opération par les services de la wilaya depuis son commencement, la démolition des habitations évacuées vient, elle, dévoiler un autre aspect de la gabegie qui préside à cette entreprise.

Et pour cause, alors que les voix discordantes qui ont décrié, encore une fois, les impertinences de l'administration à l'occasion de l'évacuation d'une deuxième tranche de 350 familles à la veille du mois de Ramadan ne se sont encore pas tues, deux ouvriers, employés par l'une des sept entreprises privées en charge des travaux de démolition, ont trouvé la mort dimanche dernier suite à l'effondrement du toit d'une bâtisse alors qu'ils étaient en train de creuser à l'intérieur pour faciliter la tâche aux engins.

Sur les lieux de l'accident, les ouvriers, les cohortes de personnes, dont notamment des enfants, qui fouinent dans les décombres à la recherche de déchets recyclables, et également les membres des 40 familles que l'administration a «exclues» des listes des recasés donnent, plus ou moins, la même version des faits et estiment que personne parmi les ouvriers qui continuent, en dépit de la mort de leurs collègues, d'activer sur les lieux du chantier n'est déclaré à la sécurité sociale. Pis encore, tous les témoignages sont unanimes quant au



Le problème du vieux bâti mérite une attention particulière de la part des décideurs locaux.

fait que ces travailleurs sont livrés à eux-mêmes et leurs interventions sont rarement encadrées par des techniciens et autres moyens de sécurité.

Dès lors, il y a lieu de s'interroger sur les critères de sélection et l'attribution de marchés à des entreprises peu solvables. Une telle opération ne mériterait-elle pas une attention aussi particulière que rigoureuse de la part des décideurs locaux ? Quels bilan et enseignements faudrait-il tirer d'une opération dix mois

après son entame dans une opacité troublante, à présent qu'il y a mort d'homme, qu'en plein mois de ramadan des familles dorment à la belle étoile et que des contestataires attendent d'être jugés pour attroupement et atteinte à l'ordre public ?

Résultats d'une démarche pagailleuse qui aspire édifier une cité futuriste aux contours flous (!) sur un lit d'oued et les décombres d'un lamentable gâchis.

K. G.

CIRCONCISIONS COLLECTIVES

Les opérations sous haute surveillance

La circoncision des enfants pendant le mois sacré du Ramadan, ne semble pas se dérouler comme les années précédentes. Selon des indiscretions, les autorités publiques ont pris des dispositions pour réglementer cette opération.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Ces dispositions ont été engagées suite aux scandales des bébés qui ont subi de graves traumatismes au cours d'une opération de circoncision collective à Khenchela. Ainsi et dans le but d'éviter la réédition des catastrophes similaires, les autorités compétentes ont décidé de mettre en place un dispositif qui régule les circoncisions collectives. Ainsi, l'on apprend que ces opérations seront soumises à des autori-

sations délivrées par les instances sanitaires habilitées.

Ces mesures ambitionnent de mettre de l'ordre dans cette pratique religieuse, très répandue durant le mois sacré du Ramadan. Ainsi, l'on croit savoir que des commissions ont été dépêchées pour inspecter les cabinets des médecins privés. En effet, des médecins qui pratiquent la circoncision dans des cabinets privés ont reçu des instructions pour une prise charge

sérieuse des enfants à circoncire. Ainsi, l'on croit savoir qu'un médecin a été dernièrement incarcéré après le dépôt d'une plainte des parents d'un enfant sur lequel il avait pratiqué la circoncision. Une opération qui a engendré des malformations chez des enfants.

Il ressort aussi que les services de sécurité ont reçu des instructions pour veiller à ce que les circoncisions collectives se déroulent dans un cadre réglementaire et dans lequel seront réunies les conditions matérielles et d'hygiène nécessaires à l'accomplissement de cet acte chirurgical. Il est à noter que pour

des raisons d'économie et de tradition, beaucoup de familles ont recours aux circoncisions collectives. Au-delà de l'impératif religieux et traditionnel, il est désormais question de veiller aux bonnes conditions dans lesquelles se pratiquent ces actes.

En effet, le ministère de la Santé a diffusé des instructions selon lesquelles, seuls les chirurgiens sont habilités à pratiquer la circoncision. L'accent a également été mis pour la réunion du plateau technique nécessaire notamment les précautions de stérilisation.

N. M.

HÔTEL SAFIR MAZAFRAN

Journée de protestation des employés

Les employés de l'hôtel Safir Mazafran de Zéralda ont observé une journée de protestation.

Des banderoles ont été accrochées à l'extérieur de l'établissement demandant le départ du directeur général.

Les employés des différents services se sont plaints du mauvais traitement et du manque de respect à leur égard.

Ces derniers, qui se sont rassemblés au niveau de la réception, se sont aussi plaints de l'humiliation, ainsi que des menaces et des sanctions abusives dont

ils font l'objet. Dans une plate-forme rédigée par les employés de l'hôtel, il est mentionné que la direction générale a procédé à des ponctions injustifiées sur leurs salaires.

Selon les concernés, ces retenues sur salaire, comprises entre 6 000 et 12 000 DA, sont effectuées pour couvrir les frais des dommages causés à la vaisselle de l'hôtel ainsi qu'à d'autres biens. Les employés de l'hôtel assurent que le directeur les accuse de vol.

Ces derniers, qui rejettent ces accusa-

tions, soulignent que le personnel a, à maintes reprises, trouvé des cabas et des portefeuilles pleins d'argent et de bijoux. A chaque fois, ces objets trouvés sont restitués à leurs propriétaires.

Les employés de Safir Mazafran ont rédigé une plate-forme de revendications dans laquelle ils ont demandé le départ du directeur général. La tenue d'une assemblée générale et la régularisation des contrats font, également, partie des revendications.

N. M.

LIQUIDATION DE
LA CNMA BANQUELes producteurs
de lait de Tizi-Ouzou
dénoncent

L'information faisant état de la dissolution par le gouvernement de la CNMA Banque n'a pas laissé l'association de la wilaya de Tizi-Ouzou des producteurs de lait indifférente. Celle-ci dénonce dans un communiqué remis à notre journal ce qu'elle considère comme une «décision arbitraire et illégale qui portera un coup fatal à l'agriculture et aux agriculteurs».

Les adhérents de ladite association réunis, dimanche, en assemblée générale exigent le maintien de la CNMA Banque qui est, à leurs yeux, la seule institution financière de ce pays, capable de répondre aux exigences des professionnels du secteur agricole. L'association des producteurs de lait de la wilaya de Tizi-Ouzou qui interpelle le gouvernement afin de revenir sur sa décision, demande à ce dernier la sauvegarde de l'ex-institution bancaire à travers un renforcement financier qui lui permettra d'assurer sa mission de financement de l'agriculture.

S. A. M.

BOUMERDÈS

Un homme
de 45 ans enlevé
à Baghlia

Un homme âgé de 45 ans a été enlevé dans la nuit du dimanche vers 22h par quatre hommes armés devant son domicile au centre-ville de Baghlia.

L'homme en question est le frère d'un homme d'affaires riche de Baghlia, activant dans le secteur de l'agroalimentaire. On s'attend à ce qu'une rançon soit demandée à la famille en échange de sa libération. Il y a de fortes chances que les auteurs du rapt soient des terroristes du GSPC Al-Qaïda Maghreb. Il est à noter que cette région agricole a connu plusieurs enlèvements suivis de rançons de plusieurs centaines de millions de centimes, voire de milliards. Le mouvement terroriste a fait de cette région une source de financement de ses activités criminelles.

R. O.

TLEMCEM

Le DG de la Cnas
sauvagement
agressé

Le mois de Ramadan a toujours constitué une opportunité pour les malfaiteurs de tous genres. Si les agressions dans les lieux publics se font plutôt rares, grâce au quadrillage systématique des services de sécurité, il faut plutôt remarquer que les malfaiteurs optent pour le guet-apens. C'est ce qui est arrivé à M. Meziane, directeur général de la Cnas de Tlemcen, en quittant son domicile du faubourg Pasteur à 9h. Il a été agressé par un individu qui a fait irruption dans sa voiture, en lui jetant de l'acide en plein visage. Gravement atteint, le directeur de la Cnas se trouve toujours hospitalisé au niveau du CHU, au service ophtalmologie. Cette agression en plein jour contre un responsable reste tout de même mystérieuse. S'agit-il d'un acte d'un simple malfaiteur ou d'un règlement de compte.

Il n'en demeure pas moins qu'on a agressé en plein jour et de surcroît un responsable dans un quartier du centre-ville réputé calme.

M. Zenasni